

Compte-rendu du rassemblement contre la fermeture du centre de Schiltigheim



Le 17 février, un **rassemblement d'une cinquantaine de collègues et d'élus** a eu lieu devant le Centre des Finances Publiques de Schiltigheim pour s'opposer à sa fermeture programmée en 2022. Le centre était fermé ce jour pour cause de grève.

Les agents du Centre des Finances Publiques de Schiltigheim avaient décidé cette grève et ce rassemblement avec leurs syndicats **CGT, Solidaires, FO, CFDT et CFTC**.

Dans le cadre du « Nouveau Réseau de Proximité », **la suppression de tous les services des Finances Publiques sur la commune de Schiltigheim est programmée en 2022**. Les missions de la trésorerie devraient être transférées à Saverne, celles du Service des Impôts des Entreprises à Haguenau, celles du Service des Impôts des Particuliers à Strasbourg et les cellules foncières à Molsheim. Quant aux dossiers des travailleurs frontaliers, ils devraient être traités par le centre de Wissembourg dès 2021.

Mme DAMBACH, maire de Schiltigheim, et M. HOERLE, maire de Bischheim, étaient présents ainsi que plusieurs de leurs adjoints et conseillers municipaux. Ils se sont joints aux manifestants derrière la banderole unitaire sur laquelle était inscrit « Non à la fermeture ». La maire de Schiltigheim a pris la parole aux noms des élus locaux pour manifester leur attachement au service public de la DGFIP et assurer son soutien à l'initiative des agents de la DGFIP et de leurs organisations syndicales.

Les agents et organisations syndicales ont rappelé que les points de contact prévus par le gouvernement et prenant la forme de « Établissements France Services » (EFS) ou d'accueil itinérant ne seront pas des services de la DGFIP. Ce sont des accueils de premier niveau ne permettant pas de répondre sur place aux attentes des usagers, à savoir : renseigner sur les évolutions de la loi fiscale, gérer tout au long de l'année l'impact des changements personnels et professionnels sur le prélèvement à la source, recouvrer les recettes fiscales et locales, gérer la taxe foncière, etc. C'est donc bien une dégradation de la qualité des services publics qui est prévue dans l'ensemble des territoires concernés par la suppression des services de proximité de la DGFIP.

C'est pourquoi l'intersyndicale poursuit son action pour le maintien des Centre des Finances Publiques, et contre les fermetures de services prévues d'ici à 2022 dans le cadre du « Nouveau Réseau de Proximité ».

Ce rassemblement a aussi été l'occasion d'informer les usagers qui, pour beaucoup, ignoraient encore le projet de fermeture.